

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. de Jong: La preuve, c'est que, en 1983, une caissière de la Banque Royale du Canada a payé plus d'impôts, en chiffres absolus, que son employeur. La Banque Royale du Canada dont les bénéficiaires en 1983 ont dépassé largement 360 millions n'a pas payé un cent en impôt cette année-là.

Des voix: Quelle honte!

M. de Jong: Notre situation déficitaire n'a donc rien d'étonnant. Ce n'est pas parce que nous dépensons trop pour l'assurance-chômage, l'éducation, les garderies ou les soins médicaux. C'est parce que certains ne paient pas ce qu'ils devraient. Qu'ont accompli les conservateurs? Bien que nous devons rejeter la plus grande partie du blâme sur les libéraux parce qu'ils ont établi les échappatoires et les lois fiscales qui ont permis à la Banque Royale, par exemple, de ne pas payer d'impôt sur des revenus de 360 millions, les conservateurs n'ont fait qu'empirer les choses. Ils ont appliqué les théories économiques de Reagan et de Thatcher. Ils ont consenti de nouveaux allègements aux entreprises et aux riches. Depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir en 1984, ils s'acharnent contre les Canadiens à moyens et à faibles revenus.

• (1210)

On ne peut que dresser un constat d'échec. Le budget prévoit que, à cause des politiques économiques conservatrices, le chômage atteindra 8,2 p. 100 à la fin de l'année et à peu près 8,5 l'année prochaine. La croissance économique ralentira, passant de 4,5 p. 100 en 1988 à 3 p. 100 en 1989, puis à 1,7 p. 100 en 1990. Pourtant, les taux d'intérêt demeureront élevés et l'inflation augmentera. A la façon dont les conservateurs gèrent l'économie, le chômage, l'inflation et les taux d'intérêt seront à la hausse et l'activité économique ralentira.

M. Riis: Quel programme!

M. de Jong: En effet, quel programme! Vous avez là tous les éléments voulus pour attirer l'inflation. Il n'y aura aucune expansion économique, mais une poussée inflationniste provoquera un déplacement massif des richesses au détriment des groupes à faibles et à moyens revenus et au profit des groupes à revenus élevés.

Le remède préconisé par les conservateurs pour guérir nos malaises économiques consistera à poursuivre la concentration dans la société canadienne du pouvoir économique et des richesses. Nos problèmes économiques ne feront que s'aggraver.

Les prévisions avancées dans le budget ne tiennent pas debout. Le chômage va augmenter, notre production va ralentir et nos taux d'intérêt vont demeurer élevés. Ré-

sultat: le déficit continuera de s'alourdir. Les budgets conservateurs à venir nous demanderont de faire encore plus de sacrifices, de consentir à d'autres coupes et de payer plus d'impôts. Bien sûr, le ministre des Finances, M. Wilson ne s'attaquera jamais aux gains en capital. Il ne remettra jamais en question les faibles taux d'imposition sur l'investissement, car il est censé y avoir là un encouragement à l'investissement et à la création de richesses.

Cela m'amène à la deuxième partie de mon discours dans laquelle je traiterai de l'idée que se font les conservateurs des moyens de créer la richesse. Nous avons vu comment Margaret Thatcher, au Royaume-Uni, et Ronald Reagan, aux États-Unis avaient créé une prospérité fictive. Le secteur privé s'est mis sur le dos des dettes farineuses, ce qui a fait augmenter les coûts de production dans nos économies occidentales et souvent des congédiements, une recrudescence du chômage et d'autres formes d'inflation.

Il ne fait aucun doute que nos taux d'intérêts élevés, à l'heure actuelle, maintiennent notre déficit à la hausse tout en causant bien des difficultés au Canadien moyen. Les taux d'intérêt ont normalement toujours dépassé l'inflation de deux points.

Si le taux d'inflation se situe à environ 4,5 p. 100, le taux d'intérêt devrait être de 6 ou 7 p. 100. Si le taux est de 7 p. 100, notre déficit est maîtrisable. En fait, notre déficit ne se compare pas tout à fait à celui qui existait à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais le déficit de l'époque était contrôlable parce que les taux d'intérêt étaient plus bas. Notre déficit actuel serait maîtrisable si le taux d'intérêt était de 7 p. 100.

La dette agricole, qui a durement touché un si grand nombre d'agriculteurs de ma circonscription, serait aussi maîtrisable si le taux d'intérêt était de 7 p. 100. Les jeunes familles qui s'efforcent de rembourser une hypothèque doivent disposer de deux revenus pour en venir à bout, mais lorsque les taux sont de 7 p. 100 seulement, la vie leur est un peu plus facile.

Le gouvernement prétend avoir besoin de taux d'intérêt élevés pour maîtriser l'inflation. Nous avons eu des taux d'intérêt élevés et l'inflation n'est pas jugulée, au contraire. Le gouvernement dit que nous devons bloquer l'inflation. Pourquoi donc devons-nous maintenir les taux d'intérêt à un niveau aussi élevé? Bien sûr, les Canadiens à qui j'en ai parlé se rendent compte de l'absurdité de la chose et disent que l'augmentation des taux d'intérêt provoque l'inflation et amène l'augmentation du déficit et des coûts de production.